

Non aux exécutions ! Non à l'impunité des auteurs du massacre de 1988 !

Le silence et l'inaction de la communauté internationale ouvrent la voie à un nouveau massacre en Iran

Nous, signataires, appelons la communauté internationale à agir d'urgence contre la vague croissante d'exécutions en Iran.

Depuis que Pezeshkian, président de la dictature religieuse, est entré en fonction en août 2024, plus de 1800 exécutions ont eu lieu. Rien qu'en septembre 2025, 50 personnes ont été exécutées en une seule semaine, soit une exécution toutes les 3,5 heures. En un seul jour de cette même semaine, 22 personnes, dont deux femmes, ont été pendues. L'exécution systématique de femmes, avec au moins 37 cas depuis le début de 2025, est sans précédent dans le monde.

Actuellement, plus de 50 prisonniers politiques, dont 3 femmes, sont dans le couloir de la mort. En juillet 2025, le régime a exécuté **Behrouz Ehsani** et **Mehdi Hassani** pour appartenance aux Moudjahidine du peuple (OMPI) et pour des accusations vagues telles que « Moharebeh » (guerre contre Dieu). Quinze autres font face à la peine de mort pour les mêmes accusations.

Des décennies d'impunité enracinée ont ouvert la voie à de tels crimes. Le 8 juillet 2025, l'agence de presse officielle Fars News, a salué dans un éditorial le massacre de 30 000 prisonniers politiques de 1988 comme une « expérience historique réussie » et a appelé à sa répétition. Javaid Rehman, rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits humains en Iran, a qualifié ce massacre, dans son dernier rapport de 2024, de crime contre l'humanité et de génocide. Parallèlement, la destruction par le régime des fosses communes des exécutés vise à effacer les traces de ces crimes.

Amnesty International, le 3 septembre 2025, a mis en garde contre la répétition du massacre de 1988. Volker Türk, Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, a également déclaré le 28 juillet qu'au moins 48 prisonniers politiques se trouvent actuellement dans le couloir de la mort – dont 12 risquent une exécution imminente.

Nous demandons :

- L'arrêt immédiat de toutes les exécutions en Iran, en particulier celles des prisonniers politiques menacés d'exécution imminente.
- La poursuite en justice des responsables des crimes passés et présents, y compris le massacre de 1988.
- Une action urgente du Rapporteur spécial de l'ONU, de la Mission internationale d'établissement des faits sur l'Iran, du Haut-Commissaire aux droits de l'homme et de tous les organismes internationaux de défense des droits humains afin de prévenir un nouveau massacre en Iran.